

Sustainable housing, we call on CCHC
to advocate for a Guaranteed Annual
Income program that is reflective of
regional realities. The program should
be built using an intersectional gender
lens with ^{the} participation of a diverse
cross-section of women. It ~~must~~ ^{must} be
responsive to women's self-identified
needs ensuring family preservation
and income housing



2^e Symposium pancanadien annuel Parlons femmes et logement 2018

Notes prises durant les discussions en petits groupes



PAN-CANADIAN VOICE
FOR WOMEN'S HOUSING
A SYMPOSIUM



PARLONS
FEMMES ET LOGEMENT
UN SYMPOSIUM PANCANADIEN

Annexe A

Travail en petits groupes pour élaborer des appels à l'action (papillons adhésifs) :

Logement des Premières Nations, des Métis et des Inuits

- Commission de vérité et de réconciliation : les logements répondent aux 94 « appels à l'action » concernant les torts causés par les pensionnats et pour aller de l'avant avec la réconciliation.
- Un logement adapté sur le plan culturel constitue l'une des réponses à la réconciliation.
- Le gouvernement du Canada doit prendre des mesures immédiates pour renverser la politique qui empêche les Inuits d'avoir accès au financement fédéral des refuges dans le cadre du Programme pour la prévention de la violence familiale de Services aux Autochtones Canada.
- Le gouvernement fédéral doit reconnaître les femmes et les enfants des Premières Nations, des Métis et des Inuits qui vivent dans les centres urbains et à l'extérieur des réserves, et veiller à ce que le financement reflète cette réalité.
- Les actions doivent répondre à la réconciliation, être adaptés sur le plan culturel, être accessibles et inclure les transgenres et les personnes bispirituelles.

Consultation

- Créer un espace au sein du gouvernement pour permettre aux personnes de parler de leurs expériences; ces récits sont éloquentes et procurent un sentiment d'urgence.
- Être déterminé, habilitant et responsable.
- Admettre ne pas savoir et indiquer clairement qu'il faut écouter et apprendre.
- Nous ne sommes pas des agents du gouvernement; nous avons besoin de nous sentir à l'aise d'être en désaccord avec le gouvernement.
- Rendre compte de l'avancement des nombreuses stratégies fédérales et faire preuve de transparence, être précis et donner des détails.
- Faire participer les femmes touchées et les organismes de femmes à l'élaboration des politiques et des programmes; associer le symposium pancanadien : Parlons femmes et logement.
- S'assurer que les stratégies nationales sont interreliées, qu'elles se chevauchent.
- Consulter les organismes au service des femmes de l'ensemble du secteur et pas seulement les organismes nationaux et les organismes-cadres, mais également des organismes différents et de tailles différentes.

Politique/Convention des Nations Unies

- Stratégie nationale sur le logement
 - » Financement de 25 % à attribuer au logement des femmes en amont plutôt qu'en aval.
 - » Inclure des femmes ayant vécu des expériences diverses à la table de concertation et dans les décisions stratégiques.
- Créer de nouveaux outils qui éclairent les politiques en tenant compte des traumatismes et en utilisant une approche intersectionnelle; la modification des anciens outils ne fonctionnera pas.
- Stratégie de partenariat en matière de logement : cesser d'utiliser des outils d'évaluation invasifs comme le Vulnerability Assessment Tool (VAT) [en anglais seulement] et le Service Prioritization Decision Assistance Tool (SPDAT) [en anglais seulement] pour déterminer les besoins – ils désavantagent les femmes. Reconnaître que le logement et l'itinérance des femmes et des enfants sont différents de ceux des hommes.
- La définition de l'itinérance doit refléter les expériences des femmes en la matière.
- Accroître le soutien secondaire dans la communauté.
- Les investissements majeurs dans l'éradication de la violence à l'égard des femmes doivent être prioritaires (ne pas être acceptée comme inévitable) – finies la violence faite aux femmes et la violence sexiste!
- Toutes les politiques, tous les programmes et tous les services doivent être conçus dans une optique intersectionnelle fondée sur le sexe.
- Services offerts aux femmes par des femmes, et toutes les voix représentées.
- Accès au counseling féministe intersectionnel.
- Compter les logements dans tous les programmes.
- Diversification des services.
- Lier les discussions en matière de politique à l'Organisation des Nations Unies/la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
- Ne pas utiliser des outils faits pour les hommes et les adapter pour les femmes. Créer des outils pour les femmes éclairés par les femmes et inclure des femmes ayant une expertise vécue.
- Lors de l'élaboration d'une définition nationale de l'itinérance chez les femmes, il faut inclure les femmes ayant une expertise vécue.
- Les femmes en hébergement temporaire chez des amis (couch surfing) ou dans les refuges, les institutions et les autres systèmes pour femmes victimes de violence sont sans abri! Comptons-les dans les statistiques!
- Les statistiques doivent être désagrégées.

Infrastructure de financement

- Un projet de logement modulaire terminé dans chacune des quatre régions de l'Inuit Nunangat d'ici la fin de l'exercice financier, axé sur les femmes et les enfants.
- Il faut agir vite, car nous ne savons pas avec certitude si le gouvernement actuel sera réélu.
- Au moins 50 % des fonds alloués devraient être destinés aux femmes.
- Une plus grande souplesse et un financement propre aux besoins de la communauté, par la communauté.
- Lier les transferts de fonds fédéraux à la priorisation de l'itinérance chez les femmes.
- Cesser de construire des prisons et investir dans la construction de logements.
- Envisager des mécanismes de financement souples; plus de financement pour les fournisseurs plutôt que pour les villes et les provinces.
- Les fonds fédéraux doivent atteindre les régions rurales et éloignées.
- Un financement souple d'un océan à l'autre, du nord au sud! Financement rural de 30 % et financement urbain de 70 %.
- Le financement doit être accordé seulement sous forme de contributions non remboursables, et non sous forme de prêts.
- Financement de l'accession des femmes à la propriété de leur logement – prêts reposant sur l'actif.
- Dans le budget, accorder la priorité aux logements pour femmes qui sont adaptés sur le plan culturel.
- Arrêter de construire des logements inaccessibles.
- Politique sur l'amélioration de l'accessibilité.
- Lier les nouveaux fonds ou bâtiments à une conception universelle.
- Tous les logements financés par le gouvernement fédéral doivent être conçus de façon à répondre aux besoins des personnes handicapées et à leurs besoins d'accessibilité.
- Un financement et une politique qui assurent la prise en compte des régions rurales et éloignées.
- Rétablir le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement avec plus de souplesse pour différents types de logements pour les femmes (25 % du financement total); donner aux organismes de femmes un accès direct au financement.

Financement d'exploitation/services et programmes destinés aux femmes

- Investir davantage dans les services de première ligne plutôt que dans les coûts bureaucratiques/administratifs, c.-à-d. les entités communautaires de la Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance, les exigences accrues/multiples en matière de rapports.
- Financement d'exploitation pour le personnel et le soutien – on s'attend des employés qu'ils travaillent plus et reçoivent moins d'argent.
- Il existe des fonds pour de nouvelles constructions, mais sans financement de fonctionnement; il n'est pas possible de soutenir de nouvelles constructions.
- Un financement souple pour répondre aux besoins des femmes là où elles se trouvent.
- Prévoir des programmes d'aide aux personnes qui sont logées de façon précaire et pas seulement aux sans-abri.
- Les initiatives en matière de logement doivent également inclure des services de soutien.
- Un financement de base pour permettre aux fournisseurs de services d'offrir des services fondés sur des besoins connus et non sur des normes préétablies.
- Adopter une approche globale du financement et de la prestation des services qui est interministérielle ou ministérielle.
- Financer des places réservées aux femmes et mettre des fonds à la disposition de tous les organismes de femmes et de toutes les régions.
- Acheminer d'abord/tout de suite les fonds pour le logement des femmes, avant la fin de l'exercice financier.
- Le gouvernement fédéral doit tenir les provinces responsables de veiller à ce que les fonds répondent aux besoins des femmes.

Revenu garanti

- L'allocation nationale pour le logement doit être conçue en tenant compte de l'équité entre les sexes.
- Veiller à ce que les femmes aient un revenu garanti; elles ont besoin d'un revenu annuel garanti.
- S'assurer que l'allocation de logement n'entraîne pas une augmentation du loyer sur le marché.
- Donner l'argent aux femmes.
- Davantage de logements à loyer proportionné au revenu.
- Programmes de préservation de la famille; garder les femmes et les enfants ensemble.
- Investir dans les familles, pas dans le système.
- Cesser de se demander qui « mérite » de l'argent.
- S'attaquer à l'insuffisance persistante du revenu des femmes.

Divers

- Accroître la disponibilité immédiate des services pour les femmes dans toutes les régions et collectivités, en particulier celles qui sont mal desservies.
- Besoin de services sur demande, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour le logement, la désintoxication et le bien-être mental.
- Les services établis doivent présenter peu d'obstacles (possibilité d'avoir des invités, pas de couvre-feu, accès aux enfants, etc.).
- Le modèle de soins et de réussite doit être élaboré par les femmes auxquelles les services sont offerts, et non dicté par la responsabilité financière.
- Les modèles de logement avec des services souples doivent être fondés sur les besoins des femmes et de la communauté.
- Les espaces mixtes doivent avoir un ratio de 60 % de femmes et de 40 % d'hommes.
- Établir un réseau de formation de base avec des fournisseurs de services.
- Axer l'éducation sur les relations saines et la prévention de la violence dans les écoles primaires.
- Éduquer le public, car il y a un manque d'information sur les ressources disponibles et un manque de logements abordables.
- Empathie, changement culturel et sensibilisation du public.
- Sensibiliser le public à la navigation dans le système.
- Faire appel à des femmes ayant une expertise vécue.
- Passer des extrants aux résultats.
- Le logement est un droit, pas un privilège.
- Créer un comité diversifié/représentatif de femmes ayant une expertise vécue.

Annexe B

Travail en petits groupes pour élaborer des appels à l'action (notes sur tableau à feuilles mobiles) :

Jour 1 – Séance 1

Groupe 1

- Manque de logements individualisés.
- Plus de soutien individuel et de groupes de défense.
- Il est difficile de naviguer dans le système.
- Éducation : Les femmes en crise ont besoin de savoir quelles sont les ressources disponibles, notamment les maisons de transition et les refuges.
- Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire/éliminer les obstacles systémiques.
- Plus de souplesse en ce qui concerne le financement et le contrôle sur la façon dont les fonds devraient être utilisés et où ils devraient l'être.
- Ne pas centraliser les centres (entités communautaires).
- Formation de base pour les fournisseurs de services et réseautage entre eux.
- Donner aux femmes un espace sûr.
- S'il s'agit d'abord du logement, les femmes ne devraient pas avoir à quitter la maison familiale.
- Aucune femme ne doit être refusée.

Groupe 2

- Créer un manifeste sur ce que les femmes des Premières Nations, métisses et inuites désirent : quoi, comment et quand. Un manifeste permet d'aspirer à l'atteinte des objectifs fixés.
- Que constate-t-on lorsqu'on s'intéresse à l'itinérance?
 - » Un logement sûr, un logement qui a du sens pour tout le monde.
- Les femmes incarcérées ont besoin de faire entendre leur voix.
 - » Elles ont besoin d'un soutien accru.
 - » Dépister les obstacles à l'accès aux mesures de soutien, aux ressources et au logement.
 - » Les femmes autochtones et les femmes de couleur sont touchées de façon disproportionnée.
- Les femmes avec une expertise vécue doivent toujours être au centre de l'attention.
 - » Répondre aux besoins différents des femmes différentes; système inclusif.
- Les organismes doivent avoir des moyens sûrs de travailler avec les femmes et de les soutenir.
- Le gouvernement veut des solutions faciles. Le secteur des femmes n'est pas facile.
- Rencontrer les jeunes femmes autochtones là où elles se trouvent.
- Comblent les lacunes dans les services par le financement, comme l'acquisition d'aptitudes à la vie quotidienne et l'éducation des enfants.
- Soutenir les mères dont les enfants ont été pris en charge par le gouvernement.
- Faire preuve de souplesse pour soutenir les mamans.
- Les femmes ont le droit de définir ce que la famille signifie pour elles.
- Créer des programmes pour les femmes qui sont forcées d'adopter des modes de vie à haut risque :
 - » celles qui sont expulsées de chez elles et forcées d'entrer dans les refuges;
 - » celles qui sont plus âgées (de 50 à 60 ans) et qui ont perdu leur emploi et qui ne sont pas en mesure d'obtenir un emploi.

Ce que nous voulons :

- Financement rural (30 %) et urbain (70 %) pour le partage du logement.
- Logement selon le sexe.
- Un espace intentionnellement conçu et sécuritaire pour les enfants.
- Des logements fonctionnels offrant de la dignité et propices à la guérison.
- Reconnaître que le logement est un droit de la personne; fournir un logement N'EST PAS un geste de charité.
 - » Non institutionnalisé, mais intégré dans les communautés.
- Ne PAS séparer les logements en fonction du statut économique (riche/pauvre).
- Les femmes doivent pouvoir déterminer à quel endroit seront construits ces logements.
- Approche centrée sur la communauté pour que les femmes puissent définir le « chez-soi ».
- Un financement souple pour répondre aux besoins des femmes là où elles se trouvent (c.-à-d. logement abordable, curatif, accessible, digne).
- Logement sûr pour toutes les femmes, selon la définition des femmes.
- Bâtir une géographie de l'espoir qui reconforte toutes les femmes grâce à une infrastructure construite avec un souci de dignité, de guérison, de communauté, d'amusement, de sécurité et d'accessibilité.

Comment faire :

- Rapprochement
 - » Répondre aux 94 appels à l'action (de la Commission de vérité et de réconciliation).
 - » TRAVAILLER AU MAXIMUM!
- Une expertise vécue et une attention centrée sur les femmes.
- Investissement
 - » Rural 30 % et urbain 70 %
 - » Du nord au sud
 - » Aux quatre coins du pays

Groupe 3

- Soutien aux femmes qui ne disposent pas de ressources suffisantes.
- Manque de ressources spécialisées.
- Les femmes dans les refuges peuvent ne pas connaître les ressources disponibles, et le personnel n'est pas qualifié pour les aiguiller vers ces ressources.
- Pas assez de logements du marché.
- Honorer l'expérience vécue par les femmes.
- Les femmes manquent de soutien au sein de leur communauté et de leur famille.
- Une meilleure communication est nécessaire pour naviguer dans le système.
- Accroissement du soutien au logement pendant et après le rétablissement.
- Un seul ensemble de ressources.
- Trop de bureaucratie; système non accessible et non personnalisé.
- Les femmes sont constamment dirigées vers différents organismes.
- Manque de ressources financières disponibles.
- Il n'y a pas suffisamment de femmes au centre du processus.
- Obstacles issus de chaque organisme et à l'intérieur de chacun d'eux.
- Les femmes perdent injustement leurs enfants qui sont pris en charge par le gouvernement.
- Soutenir les familles dans leur ensemble et travailler avec elles à long terme.
- Les femmes qui sont victimes de violence ou de mauvais traitements dans le cadre d'une relation intime vivent dans des logements précaires et instables ou dans des situations d'itinérance.
- Derrière chaque statistique, il y a une femme avec une expérience vécue.

Groupe 4

Appels à l'action :

- Comment le financement du gouvernement fédéral accordé aux provinces est-il accessible au logement?
 - » Prestation d'invalidité au lieu d'un crédit d'impôt.
 - » Les seuls endroits accessibles sont des studios et cela doit cesser.
- Rationaliser et contrôler ce que les propriétaires peuvent restreindre et ce qu'ils peuvent demander aux locataires, comme la vérification du casier judiciaire.
 - » Il existe des lois dans certaines provinces, mais leur application n'est pas surveillée, de sorte qu'il est difficile de demander des comptes aux propriétaires.
 - » Qui demande des comptes à qui? L'éducation et l'engagement des propriétaires-bailleurs doivent être appuyés par des politiques.
- S'attaquer aux problèmes de l'itinérance chez les femmes.
 - » Travailler avec les organismes de femmes pour aborder les problèmes dans chaque domaine, car ils diffèrent.
- Absence d'enjeux liés à l'itinérance chez les femmes et façon dont l'itinérance est définie.
 - » Les différences sur le plan de l'itinérance ne sont pas reconnues.
- Problèmes systémiques liés à la perte de l'aide au revenu pour les femmes lorsque les enfants sont retirés.
 - » Les femmes qui perdent la garde de leurs enfants doivent pouvoir conserver l'aide au revenu pendant un certain temps pour leur permettre de travailler en vue d'en retrouver la garde.
 - » Les femmes handicapées sont touchées différemment et perdent la garde de leurs enfants parce que le maternage est différent.
 - » Des changements de politique sont nécessaires pour soutenir les mères.
- Loyer abordable
 - » Subventionner les logements à loyer modique.
 - Louer les logements subventionnés aux femmes, pas aux propriétaires.
 - » Exercer un suivi pour empêcher l'augmentation du loyer des logements de type studio.
- L'aide au logement ne doit pas entraîner d'augmentation de loyer.
 - » L'aide ne doit comporter aucune restriction (p. ex. à l'heure actuelle, les étudiants ne peuvent pas présenter de demande).
 - » Un revenu annuel garanti est nécessaire.
- Le financement et les politiques en matière de logement des femmes doivent résister aux changements de gouvernement.
- Fournir un financement au loyer aux femmes incarcérées.
- Les femmes qui se trouvent en maison de transition sont considérées comme étant logées, ce qui influe sur leur capacité de trouver un logement permanent.
- L'itinérance des femmes n'est pas reconnue.
 - » Les femmes ont recours à des solutions de rechange qui les rendent vulnérables.
 - Il faut reconnaître toutes les façons dont les femmes vivent l'itinérance.
 - Deux femmes ne peuvent pas partager le même logement ou la même adresse si elles reçoivent de l'aide sociale; l'aide au revenu est réduite.

Table fédérale-provinciale-territoriale – Avoir des femmes avec une expertise vécue :

- Les refuges pour sans-abri avec de simples cloisons entre les femmes et les hommes rendent les femmes vulnérables au viol.
 - » Expériences diverses.
 - Toutes les femmes n'ont pas la même expérience (femmes plus jeunes, plus âgées, racialisées, etc.).
- Trouver l'imputabilité à différents niveaux.
 - » Les femmes qui reçoivent leur propre argent.
 - » Soutenir la communauté (consacrer de l'argent aux enfants, à l'éducation, etc.).
- Logements abordables, accessibles et sûrs pour le financement lié à l'itinérance des femmes sans abri.
 - » Énoncer clairement le principe.
- Lorsque les femmes se sentent en sécurité, elles se sentent à l'aise de s'exprimer.
 - » Espaces réservés aux femmes.
 - » Plus d'occasions pour les femmes et les organismes de femmes de tisser des liens et de parler ensemble de leurs expériences et de stratégies.
 - » Les femmes qui travaillent dans la rue doivent se sentir en sécurité.
 - » La lutte pour des espaces réservés aux femmes se poursuit.
 - » Les femmes n'accèdent pas aux services requis dans les espaces mixtes parce qu'elles craignent de rencontrer leurs agresseurs.

Groupe 5

- Les femmes n'ont pas accès aux services quand elles en ont besoin.
- Comment faire en sorte que les femmes soient entendues sans avoir à exposer leur vie personnelle?
- **CESSER L'UTILISATION DES OUTILS VAT et SPDAT.**
 - » Les outils qui filtrent les femmes pour le logement sont des outils d'évaluation invasifs qu'il faut cesser d'utiliser.
 - » Les femmes sont de nouveau traumatisées lorsqu'elles font l'objet d'une évaluation pour les droits fondamentaux de la personne (logement).
 - » Les outils d'évaluation limitent la capacité de militer.
- Les moyens financiers (responsabilisation) ne peuvent pas dicter le niveau de soins.
- Les services doivent être adaptés aux besoins des femmes et des communautés.
- Mettre l'accent sur les femmes inuites, en particulier en ce qui concerne le manque de services et de représentation.
 - » Mesures plus concrètes pour les communautés uniques et reconnaissance des obstacles systémiques liés à la race, à la classe sociale, etc.
- Plus de financement pour les endroits réservés aux femmes.
 - » Rendre le financement plus accessible aux petits organismes et plus inclusif pour toutes les régions et les collectivités éloignées.
- S'assurer que la définition de l'itinérance reflète réellement la situation des femmes.

Groupe 6

- Les fournisseurs de services ont encore besoin de mener leurs propres réflexions à l'égard de leurs pratiques.
- Besoin de services sur demande.
- Logement
- Désintox.
- Services de santé mentale
- Les obstacles causent un nouveau traumatisme.
 - » Manque d'intégration des services.
 - » Manque de ressources (pas assez, supplément).
 - » Nécessité d'une plus grande individualisation des services.
 - » Trop de longues listes d'attente.
 - » Manque d'éducation dans la communauté.
- Les services et le logement ne tiennent pas compte des traumatismes.
- L'outil d'évaluation VAT est problématique.
 - » Agit comme un marqueur qui suit les femmes.
- Le nombre de sans-abri ne tient pas compte des femmes et les politiques sont fondées sur cette analyse.
 - » Nécessité de tenir compte du sexe dans toutes les collectes de données.
 - » Au lieu de modifier les outils, accélérer le traitement des plus vulnérables.
 - » Permettre aux fournisseurs de services de couvrir certaines vulnérabilités.
 - » Faire confiance aux fournisseurs de services pour effectuer le travail.
- Plus de choix dans les options de logement au lieu de placer les populations vulnérables près des endroits dangereux (quel que soit leur désir).
 - » C'est toujours une question d'abordabilité.
 - » Manque de ressources pour bâtir une communauté.
 - Besoin de financement pour les programmes de soutien par les pairs, de transport et de liens sociaux.
- Les espaces mixtes sont dangereux.
 - » Ils tendent à être dominés par les hommes.
- Cesser de trop insister sur la centralisation.
- Revenu garanti/salaire suffisant pour vivre.
 - » La pauvreté entraîne d'autres traumatismes.
 - » Intégration de la garde d'enfants dans le logement.
 - » Financement pour les services, pas seulement pour la brique, le mortier et les résultats.
- Les provinces et les territoires doivent rendre des comptes.
 - » Financement à long terme; financer des programmes efficaces à long terme.
- Supplément de loyer transférable axé sur les besoins locaux en matière de logement.
- Outils qui éclairent les politiques.
 - » Nouveaux outils qui tiennent compte des traumatismes et qui sont intersectionnels (évaluations, dénombrement des sans-abri, définition de l'itinérance, etc.).
 - » La modification des anciens outils ne fonctionne pas (p. ex. VAT, SPDAT). Il faut repartir à zéro en tenant compte du sexe.
 - » Abandonner les services centralisés.
- Structure de financement souple.
- Financement de base pour permettre aux fournisseurs d'offrir des services fondés sur des besoins communautaires et non sur des normes préétablies.
- Obligation de rendre compte
 - » Coordination et intégration des diverses stratégies fédérales.
 - » Demander des comptes aux provinces et aux municipalités.
- Suffisance des ressources financières : revenu garanti
 - » Aide à la survie et à la qualité de vie.
 - » Supplément au loyer

Jour 1 – Séance 2

Groupe 1

- S'assurer que toutes les stratégies nationales sont interreliées.
 - » Manque de communication et de respect de l'expertise vécue.
- Affirmation de l'autonomie.
 - » Passer des extrants aux RÉSULTATS.
- Pas de ressources pour faire le travail correctement et avec souplesse.
- Pourquoi construire plus de prisons?
 - » Il faut construire des logements! Nous avons besoin de plus de logements!
- Si les femmes sont logées, les enfants devraient être et seront à la maison avec leur mère ou leur famille.
- Besoin d'un revenu garanti.
- Le gouvernement fédéral doit rendre des comptes.
 - » Où va l'argent ou à quoi est-il consacré?
- Ne pas utiliser ou adapter les outils destinés aux hommes; créer des outils pour les femmes.

Groupe 2

- Comment définir la réconciliation et la mettre en œuvre au sein des organismes?
 - » Qu'est-ce que cela signifie?
- Créer un manifeste :
 - » Quoi, quand, comment.
- Ce que nous voulons : des logements sûrs et abordables.
- Le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership en finançant les femmes vivant dans les réserves.
 - » Le gouvernement canadien doit examiner la façon dont les enfants sont retirés aux femmes.
 - Mettre en place une loi et en assurer le suivi afin d'appuyer les femmes vivant dans les réserves et de garder les femmes et les enfants ensemble.
- Examiner les besoins des femmes des Premières Nations, métisses et inuites.
 - » Besoins différents selon les régions (provinces/territoires).
 - Créer un comité composé de femmes qui ont de l'expérience dans chacun des programmes créés.
- Compter ce qui compte (logement, revenu, prestation fiscale pour enfants, etc.).

Groupe 3

- Ce que nous voulons :
 - » Programmes pour les femmes de couleur et les femmes handicapées.
 - » Chaque femme doit pouvoir faire entendre sa voix.
 - » Services destinés aux femmes et offerts par les femmes.
 - » Décisions destinées aux femmes et prises par les femmes.
 - » Accessibilité aux services.
 - » Accès à des fournisseurs de services intersectionnels en matière de counseling féministe et de mieux-être mental.
 - » Empathie
 - » Accès à des services de soutien par les pairs.
 - » Compréhension théorique.
 - » Changement culturel.
 - » Bonnes relations avec le gouvernement fédéral pour le transfert d'argent.

Groupe 4

- Arrêter de construire des logements inaccessibles.
 - » Les logements construits ne répondent pas aux besoins (conception universelle).
 - » Faire du logement un droit et non un privilège.
 - » Financement adapté aux besoins particuliers de la communauté.
 - » Logements conçus par des femmes, pour des femmes.
 - » Faire appel à des femmes pour construire les logements nécessaires.
- Pourquoi n'exigeons-nous pas des logements et des services?
 - » Les logements sont issus du même moule qui a été créé par d'autres et ils ne correspondent pas à ce que les femmes ont besoin.
 - » Les femmes au Canada ont besoin de logements.
 - » Elles ne veulent pas des logements, elles ont BESOIN de logements.
 - » Elles peuvent déterminer ce dont elles ont besoin.
 - » La violence à l'égard des femmes s'est diluée, toutes les femmes ont été victimes de violence.
- Les enfants pris en charge sont sans abri.
- Les femmes ne se voient offrir aucune possibilité parce que le système les juge inaptes.
- Donner la priorité aux mères et aux enfants pour qu'ils demeurent ensemble.
- Éviter la tendance à vouloir placer les enfants dans des familles d'accueil ou dans des foyers de groupe – garder les familles ensemble.

Groupe 5

- Travailleurs sociaux qui retirent les enfants de mères handicapées.
- Magistrature
 - » Non exposée à la diversité.
 - » Autorité dominée par les hommes.
- Un changement de paradigme est nécessaire.
 - » Faire entendre les voix – PLUS FORTEMENT.
- Meilleure collaboration entre les agences gouvernementales et les autres organismes.
- Les politiques et les systèmes changent en raison d'un seul incident, plutôt que d'examiner l'ensemble des politiques et des systèmes.
- Le gouvernement doit faire preuve de souplesse.
- Les voix des femmes doivent être entendues.
 - » Poursuivre la conversation.

Groupe 6

- On ne doit pas tolérer la violence à l'égard des femmes.
 - » Il devrait y avoir plus de campagnes pour faire comprendre aux hommes que la violence n'est PAS acceptable au lieu de campagnes qui portent sur les victimes.
 - » Soutenir les femmes qui dénoncent les agresseurs dans leur communauté.
 - » Réagir à l'intersectionnalité de la violence sexiste.
 - Analyse comparative entre les sexes de toutes les politiques.
 - » Davantage de financement et d'attention pour les enfants témoins de violence.
 - » Critiquer la normalisation de la violence contre les femmes dans les médias et la culture populaire.
- Plus de soutien pour les mères dont les enfants ont été retirés pour cause d'incarcération.
- Conception universelle des mesures d'adaptation à l'égard de l'accessibilité pour les personnes handicapées.
- Plus de maisons/refuges dans les réserves et les collectivités éloignées.
- Harmonisation des objectifs et des responsabilités à l'échelle provinciale et fédérale.
- En plus de conserver le financement existant, effectuer une analyse comparative entre les sexes des programmes.
 - » S'assurer que les expériences vécues sont prises en compte dans la création de cette analyse.
- Logements avec services de soutien intégrés pour les familles.
- De nombreux programmes existants comportent des obstacles importants.
- Le financement fédéral peut être inaccessible.
 - » Les femmes sont punies quand on leur retire des fonds/ressources.
- Examiner les différents mécanismes de financement.
 - » Essayer de trouver des moyens pour éviter que les fonds transitent par les villes ou les provinces.
 - » Les collectivités rurales peuvent souvent être désavantagées en raison de l'accent mis sur les collectivités urbaines.
- Un financement pour l'accession à la propriété assure la stabilité.

Jour 1 – Séance 3

Groupe 1

- Pas de notes lors des discussions.

Groupe 2

- Créer un espace au sein du gouvernement pour permettre aux femmes de parler de leurs expériences.
 - » Les expériences aident à changer la législation et à abattre les murs, et elles inspirent le sentiment d'urgence nécessaire pour changer les choses.
- Qui peut raconter son expérience?
 - » À quel point est-ce stimulant?
- Appels à l'action précis
 - » Faire preuve de responsabilité et de transparence à l'égard des nombreuses stratégies à venir.
 - » Les initiatives en matière de logement doivent inclure un soutien.
 - » Utiliser les expériences racontées pour faire un changement percutant et habiliter les personnes à changer les choses.

Groupe 3

- Approche globale des services de soutien.
- Affecter l'argent directement aux services destinés aux femmes.
- Affecter l'argent directement aux intervenants de première ligne.
- Manque de logements abordables.
- Allouer 50 % des fonds aux programmes de logement pour les femmes.
- Le financement pour les femmes doit être décidé par les femmes.
- Dans les statistiques sur les sans-abri, compter le nombre de femmes qui se trouvent dans les refuges et les institutions.
- Les statistiques doivent être désagrégées.
- Investir dans les familles.
- Tenir compte du sexe.
- Revenu annuel garanti créé par les femmes pour les femmes, en tenant compte du sexe.
- Assurer la préservation de la famille et un logement durable.

Groupe 4

- Affecter des sommes au logement des femmes (femmes et enfants) à l'échelle fédérale.
- Détails réels.
 - » Quel pourcentage est raisonnable?
 - » Rétablir le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement.
 - Accessible aux collectivités nordiques.
 - Combien?
 - Est-il fondé sur les régions?
- Inclure les femmes dans toute refonte du programme (Programme d'amélioration des maisons d'hébergement).
- Offrir des services aux membres les plus vulnérables de la communauté.
- Réserver des fonds pour commencer à en distribuer dès maintenant!
 - » Avant la fin du quatrième trimestre.
 - » Revenu annuel garanti
 - » De quoi a-t-on besoin pour commencer à distribuer des fonds?
 - » Transparence sur le suivi.
 - » Affecter des montants en fonction des besoins.
- Il y a un manque de capacité dans le Nord.
 - » Logements modulaires d'ici la fin de l'exercice financier.
 - » Des femmes inuites doivent diriger le processus de consultation. Quatre projets de logements modulaires, un dans chaque région (Inuit Nunangat).
- Maisons d'hébergement transitoires pour femmes et enfants à Montréal.
- Examiner la subvention rattachée au revenu et à la prestation fiscale pour enfants sous l'angle de l'équité entre les sexes.

Groupe 5

- Compte tenu du climat culturel, politique et social, le gouvernement fédéral doit débloquer ces fonds MAINTENANT.
- Il n'y aura peut-être pas d'autres possibilités de financement pour le logement des femmes ou ce symposium avant un certain temps.
- En ce qui concerne les groupes qui veulent construire, de quoi ont-ils besoin pour être prêts?
- Besoin d'un financement durable.
- Charges/fonds de fonctionnement courants.
- Ne plus accorder de financement sous forme de « prêts ».

Groupe 6

- Financement pour le soutien social des organismes qui dispensent de l'éducation.
 - » Jusqu'au niveau primaire.
- Financement et politique qui prennent en compte les régions rurales et éloignées.
- Définition nationale de l'itinérance chez les femmes :
 - » Doit être intersectionnelle.
 - » Consulter des femmes ayant une expertise vécue pour définir l'itinérance.
 - » Déstigmatiser l'itinérance pour aider à la définir.
- Rationaliser les programmes dans un souci de souplesse et d'ouverture.
 - » Rendre le financement directement accessible aux fournisseurs de services.
- Assurer l'accessibilité des services aux femmes ayant une expertise vécue.
- Trouver un moyen de compter plus précisément le nombre de femmes sans abri.
- Cesser de se demander si quelqu'un « mérite » de l'aide.
- Créer des initiatives ou des programmes pour éduquer les femmes et leur donner des moyens d'action.
- Fonds pour assurer des salaires décentes aux employés.